



GOUVERNEMENT

Liberté
Égalité
Fraternité

URBA-INFO

La lettre de la législation sur
l'urbanisme



Édito

Cette édition vous présente un guide sur l'élaboration et la révision des schémas départementaux et d'accueil des gens du voyage et fait également le point sur la dématérialisation des autorisations d'urbanisme.

Bonne lecture.

n° 42 - OCTOBRE 2020

Lettre mensuelle du bureau de la législation de l'urbanisme

Actualités

Publication d'un [guide sur l'élaboration et la révision des schémas départementaux d'accueil et d'habitat des gens du voyage](#) sur le site internet du ministère de la transition écologique

La sous-direction des politiques de l'habitat de la DHUP et le CEREMA ont élaboré un [guide sur l'élaboration et la révision des schémas départementaux d'accueil et d'habitat des gens du voyage](#) avec l'appui des acteurs concernés. Conçu pour servir d'appui aux rédacteurs des schémas, aux élus et aux associations, ce guide se veut pragmatique grâce à des exemples de réalisations concrètes. Il accompagnera les acteurs du territoire pour relever les nouveaux défis dont l'ancrage territorial croissant des familles ou le développement des grands passages. Il favorisera aussi la construction de réponses pertinentes et diversifiées aux enjeux des territoires en donnant à voir des solutions innovantes.

L'urbanisme est traité dans les fiches sur les aires et terrains des gens du voyage, notamment pour rappeler les autorisations d'urbanisme nécessaires ou les zones des PLU(i) où on peut les créer (dont les STECAL), la procédure de projet d'intérêt général (PIG), ainsi que l'articulation entre le schéma et les différents documents d'urbanisme. L'urbanisme est également abordé dans la fiche dédiée aux terrains privés où sont traités, en rappelant la réglementation et en présentant de nombreuses bonnes pratiques, les questions de la cabanisation et des occupations illicites au regard du droit de l'urbanisme.

Sommaire

Édito	1
Actualités	1
Jurisprudence	3
Dossier du mois :	6

- La dématérialisation des autorisations d'urbanisme.

Cette lettre a été réalisée avec les contributions des bureaux PH1, AD3, QV3, QV4 et QV5.

Réponse du ministère de la transition écologique publiée au JO de l'Assemblée nationale du 13 octobre 2020 à la question n° 30685 de M. Philippe Bolo relative aux projets photovoltaïques dans les communes soumises au règlement national d'urbanisme

L'article [L. 111-3](#) du code de l'urbanisme, applicable dans les communes dépourvues de plan local d'urbanisme (PLU) ou de carte communale, prévoit que les constructions ne peuvent être autorisées que dans les parties actuellement urbanisées de la commune. Les projets individuels de production photovoltaïque non directement rattachés au bâti existant, qui consistent pour l'essentiel en des centrales solaires au sol de petite taille destinées à l'auto-consommation, peuvent donc être autorisés dans ces parties de la commune. Dans les parties non urbanisées de la commune, en application de l'article [L. 111-4](#) du même code, les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs peuvent être autorisées dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière sur le terrain sur lequel elles sont implantées. Cette notion de compatibilité implique une analyse au cas par cas des projets présentés. La jurisprudence a toutefois permis de dégager quelques lignes directrices. Le Conseil d'État est ainsi venu apporter d'importantes précisions sur cette notion de compatibilité : Il précise qu'il appartient à l'administration « d'apprécier si le projet permet l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière significative sur le terrain

d'implantation du projet, au regard des activités qui sont effectivement exercées dans la zone concernée du plan local d'urbanisme ou, le cas échéant, auraient vocation à s'y développer, en tenant compte notamment de la superficie de la parcelle, de l'emprise du projet, de la nature des sols et des usages locaux » (CE, *Photosol*, 8 février 2017, n° [395464](#)). Les quatre critères (superficie de la parcelle, emprise du projet, nature des sols, usages locaux) ainsi dégagés permettent d'analyser la compatibilité de ces projets. Les centrales solaires destinées à la revente d'électricité peuvent donc bénéficier de cette exception destinée aux équipements collectifs, dans ce cadre. Ont ainsi été par exemple admis par la jurisprudence, des projets prenant la forme de parcs solaires de dimension modérée, implantés sur des prairies et associés à une activité d'élevage. En revanche, les centrales solaires destinées à l'auto-consommation ne peuvent prétendre à cette dérogation puisqu'elles ne constituent pas des équipements collectifs. C'est donc la pose de panneaux solaires sur le bâti qui doit être privilégiée pour les installations individuelles, dans les parties non urbanisées de la commune, ce conformément à la circulaire n° [DEVU0927927C](#) du 18 décembre 2009 relative au développement et au contrôle des centrales photovoltaïques au sol. Le règlement national d'urbanisme présente un dispositif équilibré qui ne nécessite pas d'évoluer sur ce point. C'est l'adoption d'un PLU traduisant un projet de territoire qui peut permettre, sous certaines conditions, le développement de ce type de projets.

Réponse du ministère de la transition écologique publiée au JO de l'Assemblée nationale du 8 septembre 2020 à la question n° 30030 de M. Didier Le Gac relative aux compétences en matière de mise en place de la servitude de passage sur le littoral

Afin de garantir le principe de libre accès à la plage, le sentier du littoral permet aux piétons d'accéder au rivage de la mer et de cheminer le long du littoral. Il est notamment constitué, d'une part, d'une servitude longitudinale dite « de droit », instituée par une loi du 31 décembre 1976, qui s'applique sans disposition particulière sur une largeur de trois mètres aux propriétés riveraines du domaine public maritime. Il se compose, d'autre part, d'une servitude transversale, instituée par la loi littoral du 3 janvier 1986, qui grève les propriétés privées dans le but de relier la voirie publique au rivage de la mer. Contrairement à la servitude longitudinale, elle nécessite une procédure de création. La création et la gestion du sentier du littoral sont partagées entre les services de l'État et les collectivités locales : s'il revient à l'État d'initier et de diligenter les procédures de modification des servitudes longitudinales et de création des servitudes transversales, il revient au maire de prendre les mesures de signalisation et aux collectivités locales de participer, si elles le souhaitent, aux dépenses

nécessaires pour assurer le libre passage et la sécurité des piétons (articles [R. 121-25](#) et [R.121-28](#) du code de l'urbanisme). De par son ancrage dans les territoires, la politique publique du sentier du littoral est intrinsèquement partenariale et fait intervenir une multitude d'acteurs. C'est pourquoi, dans le prolongement des dispositions réglementaires précitées, et dans l'intérêt bien compris d'une gestion efficace et durable du sentier du littoral, les services de l'État et les collectivités locales sont encouragés à travailler de concert dès le début des procédures d'établissement ou de modification des servitudes. Ils ont recours selon les cas à des conventions qui définissent de façon opérationnelle ce partage des responsabilités et l'affectation des moyens afférents. Dans ce contexte, une simplification de la réglementation au profit d'une création effective et uniforme des servitudes de passage n'est pas à ce stade l'option privilégiée s'agissant d'une servitude longitudinale existant déjà de droit. Si la procédure de modification ou de suspension peut parfois paraître longue et complexe, elle reste nécessaire pour veiller à assurer un juste équilibre entre l'accès du public au rivage, la préservation des droits des propriétaires privés et le respect de l'environnement.

Evaluation environnementale – étude d'impact des travaux et projets – champ d'application :

Le Conseil d'Etat vient de préciser que bien que les places de stationnement extérieures ne soient qu'une composante d'une opération plus vaste de création d'un ensemble commercial, leur réalisation est soumise à évaluation environnementale dès lors qu'elles entrent dans l'une des rubriques du tableau annexé à l'article

[R. 122-2](#) du code de l'environnement.

En effet, il estime que la circonstance que les autres éléments de ce projet, en l'espèce le magasin projeté, du fait de sa superficie, ne relèvent d'aucune rubrique de ce tableau, et donc ne sont pas soumis à évaluation environnementale, est sans incidence sur cette obligation. (CE, 1er juillet 2020, n° [423076](#) Association Athéna).

Recours contre une autorisation d'urbanisme – moyen tiré de l'illégalité du document d'urbanisme sous l'empire duquel elle a été délivrée – précision sur l'interprétation de l'article [L. 600-12-1](#) du code de l'urbanisme créé par la loi ELAN :

Il résulte de l'article [L. 600-12-1](#) du code de l'urbanisme que l'annulation ou la déclaration d'illégalité d'un document local d'urbanisme n'entraîne pas l'illégalité des autorisations d'urbanisme délivrées lorsque cette annulation ou déclaration d'illégalité repose sur un motif étranger aux règles d'urbanisme applicables au projet en cause.

En premier lieu, pour la bonne application de ces nouvelles dispositions, le Conseil d'Etat précise que lorsque, à l'occasion d'un recours contre une autorisation d'urbanisme, un moyen est tiré de l'illégalité du document local d'urbanisme, il convient de vérifier d'abord si l'un au moins des motifs d'illégalité du document local d'urbanisme est en rapport direct avec les règles applicables à l'autorisation d'urbanisme. A cet égard, il précise qu'un vice de légalité externe (procédure notamment) est en principe étranger à ces règles, sauf s'il a été de nature à exercer une influence directe sur des règles d'urbanisme applicables au projet. En revanche, il estime qu'un vice de légalité interne du document d'urbanisme n'est, en principe, pas étranger à ces règles, sauf en présence de règles qui ne sont pas applicables au projet.

En deuxième lieu, lorsque le document local d'urbanisme sous l'empire duquel a été délivrée l'autorisation contestée est annulé ou déclaré illégal pour un ou plusieurs motifs non étrangers aux règles applicables au projet en cause, le Conseil d'Etat rappelle que la détermination du document d'urbanisme au regard duquel doit être appréciée la légalité de cette autorisation obéit, eu égard aux effets de la règle posée à l'article [L. 600-12](#) du code de l'urbanisme, aux règles suivantes :

- dans le cas où ce ou ces motifs affectent la légalité de la totalité du document d'urbanisme, la légalité

de l'autorisation contestée doit être appréciée au regard de l'ensemble du document immédiatement antérieur ainsi remis en vigueur ;

- lorsque ce ou ces motifs affectent seulement une partie divisible du territoire que couvre le document local d'urbanisme, ce sont les dispositions du document immédiatement antérieur relatives à cette zone géographique qui sont remises en vigueur ;
- si ce ou ces motifs n'affectent que certaines règles divisibles du document d'urbanisme, la légalité de l'autorisation contestée n'est appréciée au regard du document immédiatement antérieur que pour les seules règles équivalentes nécessaires pour assurer le caractère complet et cohérent du document.

Le Conseil d'Etat précise, pour ces deux derniers cas de figure que, s'agissant d'un plan local d'urbanisme (PLU), une disposition du règlement ou une partie du document graphique qui lui est associé ne peut être regardée comme étant divisible que si le reste du plan forme avec les éléments du document d'urbanisme immédiatement antérieur, le cas échéant remis en vigueur, un ensemble complet et cohérent.

Enfin, la Haute juridiction confirme que la jurisprudence dite « commune de Courbevoie » (CE, sect., 7 févr. 2008, req. n° [297227](#)) a vocation à s'appliquer même dans le cadre de la mise en œuvre de l'article [L. 600-12-1](#). Il juge ainsi que lorsque le document local d'urbanisme est déclaré illégal en tout ou partie en application des dispositions de l'article [L. 600-12-1](#), le moyen tiré de l'exception d'illégalité de ce document local d'urbanisme à l'appui d'un recours en annulation d'une autorisation d'urbanisme ne peut être utilement soulevé que si le requérant soutient également que cette autorisation méconnaît les dispositions pertinentes ainsi remises en vigueur (CE, 2 octobre 2020, Avis n° [436934](#) SCI le Petit-Bois).

La régularisation contentieuse des autorisations d'urbanisme – précisions sur l'interprétation de l'article [L. 600-5-1](#) du code de l'urbanisme modifié par la loi ELAN – articulation avec l'article L. 600-5 – notion de mesure de régularisation :

L'article [L. 600-5-1](#) du code de l'urbanisme, dans sa version issue de la loi ELAN du 23 novembre 2018, impose au juge administratif de régulariser une autorisation d'urbanisme illégale.

Le Conseil d'Etat retient, dans le présent avis, que le juge, après avoir invité les parties à présenter leurs observations sur la possibilité de régulariser le ou les vices affectant la légalité de l'autorisation d'urbanisme qui lui est déférée, n'est toutefois pas tenu de surseoir à statuer, d'une part, si les conditions de l'article [L. 600-5](#) du code de l'urbanisme relatif à l'annulation partielle d'une autorisation sont réunies et qu'il fait le choix d'y recourir ou, d'autre part, si le bénéficiaire de l'autorisation lui a

L'exécution d'un jugement d'annulation d'une décision de préemption :

Pour rappel, aux termes de l'article [L. 213-11-1](#) du code de l'urbanisme résultant de la loi du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové selon lequel : « Lorsque, après que le transfert de propriété a été effectué, la décision de préemption est annulée ou déclarée illégale par la juridiction administrative, le titulaire du droit de préemption propose aux anciens propriétaires ou à leurs ayants cause universels ou à titre universel l'acquisition du bien en priorité. », dispositions qui confirment la jurisprudence antérieure.

Cet arrêt explicite la manière d'appliquer ces dispositions par le juge saisi de conclusions à fin d'annulation d'une décision de préemption par l'ancien propriétaire ou par l'acquéreur évincé, et de conclusions à fin d'injonction au titre des articles [L. 911-1](#) et suivants du code de justice administrative (CJA).

Lorsqu'il prononce l'annulation de la décision de préemption, il lui appartient, après avoir vérifié, au

Annulation d'une préemption – acquéreur évincé dont le nom ne figure pas sur la déclaration d'intention d'aliéner :

Dans la lignée de l'arrêt précédent, le Conseil d'Etat précise que les dispositions de l'article [L. 213-11-1](#) du code de l'urbanisme ne font pas obstacle à la faculté, pour l'acquéreur évincé dont le nom ne figure pas sur la déclaration d'intention d'aliéner, de saisir le juge afin que

indiqué qu'il ne souhaitait pas bénéficier d'une mesure de régularisation.

Il juge également qu'un vice entachant l'autorisation d'urbanisme est susceptible d'être régularisé, en application de l'article [L. 600-5-1](#) du code de l'urbanisme, dès lors que les règles d'urbanisme en vigueur à la date à laquelle le juge statue permettent une mesure de régularisation et que cette régularisation n'implique pas d'apporter au projet qui lui est soumis un bouleversement tel qu'il en changerait la nature. Ce faisant, la Haute juridiction, éclairé par les travaux parlementaires ayant précédé l'adoption de la loi n° [2018-1021](#) du 23 novembre 2018, retient que la mesure de régularisation qu'il peut prononcer peut excéder ce qui peut être régularisé par un permis de construire modificatif en modifiant l'économie générale du projet en cause (CE, 2 octobre 2020, Avis n° [438318](#) Société La Station).

regard de l'ensemble des intérêts en présence, que le rétablissement de la situation initiale ne porte pas une atteinte excessive à l'intérêt général, de prescrire au titulaire du droit de préemption qui a acquis le bien illégalement préempté, s'il ne l'a pas entre-temps cédé à un tiers, de prendre toute mesure afin de mettre fin aux effets de la décision annulée. Dans ce cadre, il lui revient, en particulier, de proposer à l'ancien propriétaire puis, le cas échéant, à l'acquéreur évincé d'acquiescer le bien, à un prix visant à rétablir, sans enrichissement injustifié de l'une des parties, les conditions de la transaction à laquelle l'exercice du droit de préemption a fait obstacle. En l'espèce, la revente du bien à l'acquéreur initial aurait remis en cause la vocation sociale des logements créés entretemps par la ville de Paris dans le bien préempté. Cet arrêt illustre donc la notion d'intérêt général pouvant s'opposer au retour du bien à l'acquéreur évincé lorsque la décision de préemption est annulée (CE, Ville de Paris, 28 septembre 2020, n° [436978](#)).

l'acquisition du bien lui soit proposée en conséquence de l'annulation d'une décision de préemption. (CE, Commune de Montagny-lès-Beaume, 28 septembre 2020, n° [432063](#)).

Aires de grand passage prévues par les schémas départementaux d'accueil des gens du voyage – exclusion des champs d'application du permis d'aménager et de la déclaration préalable :

Le Conseil d'Etat rappelle qu'il résulte de l'article 1er de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 et de l'article [L. 444-1](#) du code de l'urbanisme que si les « aires de grand passage » sont au nombre des emplacements susceptibles d'être occupés

Zones à urbaniser des plans locaux d'urbanisme – constructions autorisées par une opération d'aménagement d'ensemble – orientation d'aménagement et de programmation – certificat d'urbanisme :

Le Conseil d'Etat précise qu'il résulte de l'ancien article R. 123-6 du code de l'urbanisme, aujourd'hui repris à l'article [R. 151-20](#) du même code, que le plan local d'urbanisme (PLU) peut prévoir que les autorisations de construction au sein d'une zone à urbaniser seront délivrées, dans les conditions qu'il précise, lors de la réalisation d'une opération d'aménagement d'ensemble. Une telle opération peut ne porter que sur une partie seulement des terrains de la zone concernée, sauf si le règlement du PLU en dispose autrement ou si les conditions d'aménagement et d'équipement définies par ce règlement et par les orientations d'aménagement et de programmation du PLU impliquent nécessairement que l'opération porte sur la totalité des terrains de la

Loi littoral – obligation de conformité de l'autorisation d'urbanisme – obligation de compatibilité du plan local d'urbanisme – appréciation du rapport de compatibilité en présence d'un schéma de cohérence territoriale :

Dans cette affaire, le Conseil d'Etat rappelle que :

- d'une part, il appartient à l'autorité administrative chargée de se prononcer sur une demande d'autorisation d'occupation ou d'utilisation du sol de s'assurer, sous le contrôle du juge de l'excès de pouvoir, de la conformité du projet avec les dispositions du code de l'urbanisme particulières au littoral ;
- d'autre part, en application de l'ancien article L. 111-1-1 du code de l'urbanisme, désormais repris sur ce point aux articles [L. 131-4](#) et [L. 131-7](#) du même code, il appartient aux auteurs d'un plan local d'urbanisme (PLU) de s'assurer, sous le contrôle du juge de l'excès de pouvoir, de sa compatibilité avec les dispositions du code de l'urbanisme particulières au littoral ;

temporairement à l'occasion de rassemblements traditionnels ou occasionnels, elles ne sont destinées qu'à l'accueil temporaire et non à l'installation de résidences mobiles au sens de l'article 1er de la loi du 5 juillet 2000. Il en déduit que leur aménagement n'entre pas dans le champ des travaux soumis à permis d'aménager ou à déclaration préalable par l'article [L. 444-1](#) du code de l'urbanisme (CE, *Commune de Ruffey-sur-Seille*, 28 septembre 2020, n° [430521](#)).

zone concernée.

Il ajoute, par ailleurs, qu'en application des articles [L. 410-1](#), [R. 410-1](#) et [R. 410-13](#) du code de l'urbanisme, il appartient à l'autorité compétente, saisie d'une demande présentée sur le fondement du b) de l'article [L. 410-1](#), de délivrer un certificat d'urbanisme négatif lorsque le terrain ne peut être utilisé pour l'opération envisagée compte tenu de la localisation et de la destination du ou des bâtiments projetés et des modalités de desserte par les équipements publics existants ou prévus. En revanche, la seule circonstance que le dossier de la demande ne permet pas de s'assurer du respect de la proportion de logements sociaux prévue par une orientation d'aménagement et de programmation (OAP), alors qu'aucune disposition n'impose de préciser ce point dans la demande de certificat, n'est pas de nature à justifier la délivrance d'un certificat négatif (CE, *M.M....*, 28 septembre 2020, n° [42691](#)).

- enfin, dans le cas où le territoire concerné est couvert par un schéma de cohérence territoriale (SCoT), la compatibilité du PLU s'apprécie en tenant compte des dispositions du SCoT relatives à l'application de la « loi littoral » dès lors qu'elles sont compatibles avec cette dernière, sans pouvoir en exclure certaines au motif qu'elles seraient insuffisamment précises.

Il complète ainsi sa jurisprudence antérieure sur la prise en compte des seules dispositions suffisamment précises du SCoT pour apprécier le caractère limité de l'extension de l'urbanisation dans les espaces proches du rivage par une autorisation d'urbanisme (CE, 11 mars 2020, *Confédération Environnement Méditerranée Méditerranée et autre*, n° [419861](#) et [419862](#) – voir *Urba-info* n° 39 de mai/juin 2020) (CE, *Commune du Lavandou, Association de défense de l'environnement de Bormes et du Lavandou (ADEBL)*, 28 septembre 2020, n° [423087](#)).

La dématérialisation des autorisations d'urbanisme

A partir du 1^{er} janvier 2022, toutes les communes seront concernées par l'obligation de recevoir les demandes de permis de construire, déclarations préalables et certificats d'urbanisme, par voie dématérialisée. Par ailleurs, les communes de plus de 3 500 habitants devront également les instruire par voie dématérialisée.

A l'heure où une grande majorité de services sont

accessibles en ligne, le programme Démat ADS (pour dématérialisation de l'application du droit des sols) répond aux enjeux de simplification et de modernisation des services publics. Il s'inscrit pleinement dans la démarche Action publique 2022, qui vise à améliorer la qualité des services publics et à moderniser l'action publique, tout en maîtrisant les dépenses et en optimisant les moyens.

1. Deux fondements juridiques pour encadrer la dématérialisation des autorisations d'urbanisme, autour d'une même échéance, le 1^{er} janvier 2022

Le premier résulte du droit pour les usagers de saisir l'administration par voie électronique (SVE). En effet, dans le cadre de la simplification des relations entre l'administration et les citoyens, l'ordonnance n° [2014-1330](#) du 6 novembre 2014 relative au droit des usagers de saisir l'administration par voie électronique (articles [L. 112-8 et suivants](#) du code des relations entre le public et l'administration) prévoit le droit de saisir l'administration (Etat et collectivités territoriales) par voie électronique (SVE) selon les modalités mises en œuvre par ces derniers (courriel, formulaire de contact, télé services etc.) dans le respect du cadre juridique général.

Le second s'appuie sur l'article [L. 423-3](#) du code de l'urbanisme, tel que modifié par la loi ELAN, qui précise que « les communes dont le nombre total d'habitants est supérieur à 3.500 disposent d'une téléprocédure spécifique leur permettant de recevoir et d'instruire sous forme dématérialisée les demandes d'autorisation d'urbanisme déposées à compter du 1^{er} janvier 2022. Cette téléprocédure peut être mutualisée au travers du

service en charge de l'instruction des actes d'urbanisme. Un arrêté pris par le ministère chargé de l'urbanisme définit les modalités de mise en œuvre de cette téléprocédure ».

Pour mémoire, lors de la mise en application de l'ordonnance relative à la SVE en 2016, les demandes d'autorisation d'urbanisme (AU) bénéficiaient initialement d'une exclusion temporaire vis-à-vis de ce dispositif, jusqu'au 7 novembre 2018. En janvier 2018, les associations d'élus ont saisi le ministre de la cohésion des territoires d'une demande de report, faisant valoir les contraintes placées sur les collectivités en termes de prévisibilités de dépense, de faisabilité technique et d'insécurité juridique.

Pour plus de cohérence entre les dates des mises en application de la SVE et de la loi ELAN, les échéances ont été alignées au 1^{er} janvier 2022. Dans cet intervalle, il est précisé que les collectivités volontaires peuvent anticiper en proposant un téléservice numérique pour recevoir et instruire les demandes d'AU.

2. Le rôle de l'Etat

Pour répondre aux obligations législatives et réglementaires, l'Etat déploie une suite logicielle qui permettra, à terme, l'accès dématérialisé et simultané de l'ensemble des acteurs de l'instruction à un dossier unique, depuis le dépôt de la demande par le pétitionnaire, jusqu'au recouvrement des taxes une fois le projet réalisé. Guichet unique, centre instructeur, services consultables, contrôle de légalité, services de fiscalité, un même dossier peut concerner jusqu'à plus de 40 acteurs dans la chaîne d'instruction. Cette multiplicité d'acteurs implique aujourd'hui de nombreux échanges par courrier, entraînant des tâches chronophages pour

les agents (affranchissement et envoi), un processus lourd dans la consolidation des données et un risque de perte d'information dans la chaîne de traitement.

Pour répondre à cette complexité, l'Etat conçoit une plateforme d'échange et de partage, PLAT'AU, qui vise à connecter tous les systèmes d'information des services de l'Etat, des collectivités locales et des services consultés. PLAT'AU n'est pas un outil métier, seulement un « hub » auquel devront se raccorder l'ensemble des acteurs de la chaîne, qui conservent leur propre système d'information, dans lequel les nouveaux dossiers viendront s'intégrer automatiquement.

D'autres outils viendront compléter la suite logicielle, parmi lesquels AD'AU, déjà accessible en ligne sur [service public.fr](https://service-public.fr), pour faciliter la constitution du dossier par le pétitionnaire, et RIE'AU, qui permettra aux communes

non compétentes en matière d'instruction de recevoir les demandes des pétitionnaires depuis AD'AU.

3. Les responsabilités des acteurs locaux de l'instruction

Les communes de plus de 3500 habitants, les DDT(M), les centres mutualisés d'instruction (EPCI), les préfectures, les services consultables jouent un rôle indispensable dans la réussite du programme par le raccordement de leurs outils à PLAT'AU.

D'ailleurs, il va sans dire que, la dématérialisation implique pour les acteurs locaux de mener de nombreuses réflexions sur plusieurs thématiques, parmi lesquelles :

- un volet RH : transformation des métiers, développement de nouvelles compétences, évolution des pratiques managériales, développement du télétravail etc ;
- un volet technique : équipement informatique,

capacités de débit dans le transfert des flux dématérialisés, nouveaux outils informatiques etc ;

- un volet relation à l'utilisateur : évolution de la procédure de dépôt, des modalités d'accueil et d'accompagnement par les agents.

Pour accompagner ces transformations d'ampleur, l'Etat investit dans un chantier de conduite du changement, afin d'outiller l'ensemble des acteurs locaux des bons réflexes pour embarquer dans le programme de dématérialisation. Actions de communication, de formation, déploiement progressif d'expérimentations, autant de dispositifs pour garantir l'engagement de tous les acteurs dans la démarche, clé de réussite du programme.

4. L'avancement des travaux, un an après le démarrage du programme

Un an après le démarrage des travaux, le bilan reste positif au regard des événements particuliers liés à la crise sanitaire. Plus concrètement, trois grandes étapes ont marqué l'année 2019-2020 :

- la conception et le déploiement d'un plan de conduite du changement, fondé sur les résultats d'une étude d'impact conduite avec les territoires, qui s'est concrétisé par l'organisation de vagues d'expérimentations associant des DDT(M) et des collectivités ;
- le développement de la première version de PLAT'AU, qui a été mise en production cet été avec des premiers

tests de raccordement ;

- la nécessité d'adapter le calendrier et les modalités d'expérimentation et de déploiement du programme, la crise sanitaire ayant mobilisé les acteurs sur d'autres priorités et ayant imposé le recours à des mesures palliatives d'urgence non optimales.

Malgré tout, le plan de charge reste soutenu et les travaux reprennent progressivement, afin de garantir le respect de l'échéance du 1er janvier 2022.

5. 2021, une année décisive

Avec 2021 s'ouvre une année de défis. A brève échéance, la conception des solutions informatiques va s'achever pour aboutir à un périmètre complet en début d'année prochaine. Sur le chantier de raccordement, les travaux sont menés conjointement avec les différents partenaires : le ministère de la culture et leur réseau de services déconcentrés, les SDIS, les services gestionnaires, la DGCL pour le raccordement de leur outil de contrôle de légalité, @ctes, à PLAT'AU.

A propos du réseau déconcentré, on considère aujourd'hui que toutes les DDT(M) sont informées de la démarche,

via les réseaux d'information ministériels directs. Certaines d'entre elles sont toutefois plus avancées que d'autres : 25 sont associées aux expérimentations, une dizaine à d'autres chantiers connexes. L'objectif pour 2021 est de donner aux DDT(M) tous les moyens pour qu'elles jouent leur rôle de relai sur les territoires, en permettant un large écho des actions de l'Etat via leurs dispositifs locaux, notamment les clubs ADS.

Parallèlement, c'est une année décisive pour les collectivités, qui devront toutes disposer d'une modalité

de saisine par voie électronique d'une part, et être raccordées à PLAT'AU pour celles qui sont concernées par l'instruction dématérialisée d'autre part. A ce stade, une centaine d'entre elles sont expérimentatrices par l'intermédiaire de leur éditeur de solution. Pour y parvenir, l'Etat continuera de jouer un rôle transverse, en déployant de nouveaux moyens de communication et outils de déploiement, en comptant sur la mobilisation d'un large réseau d'acteurs pour amplifier l'écho, notamment les associations d'élus, le CNFPT et les DDT(M).

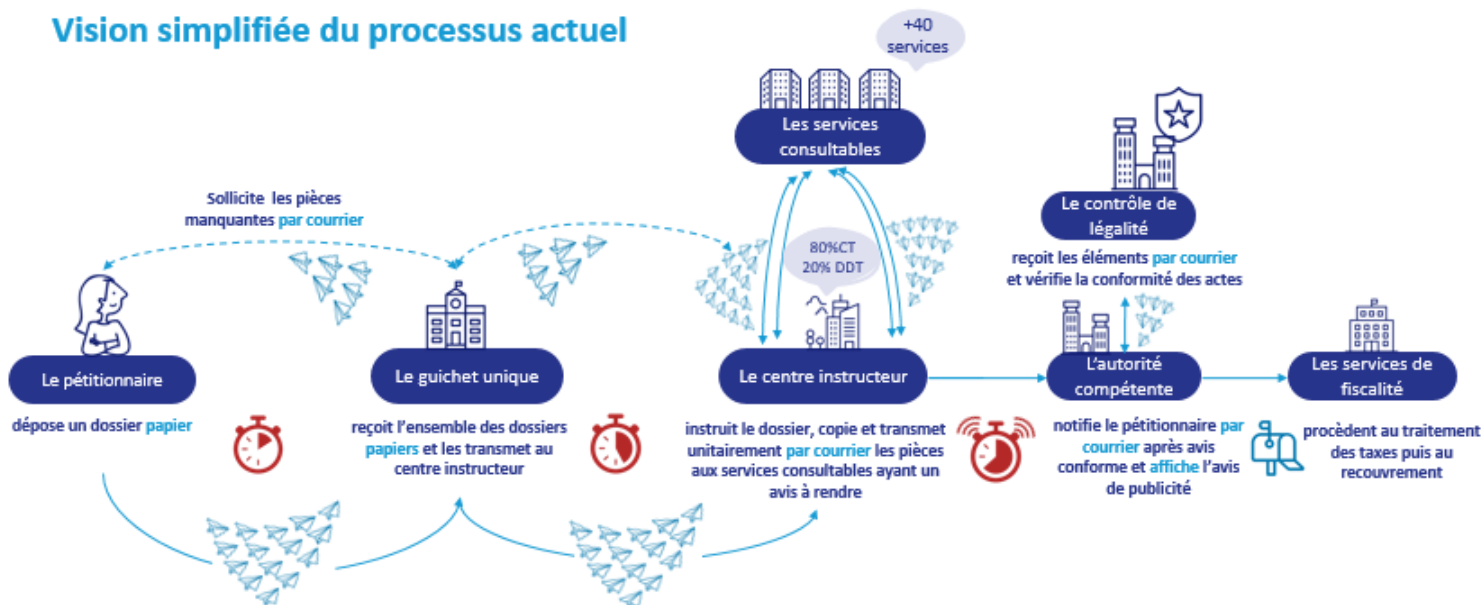
Pour aller plus loin...

experimentation.demat.ads@developpement-durable.gouv.fr

Schémas

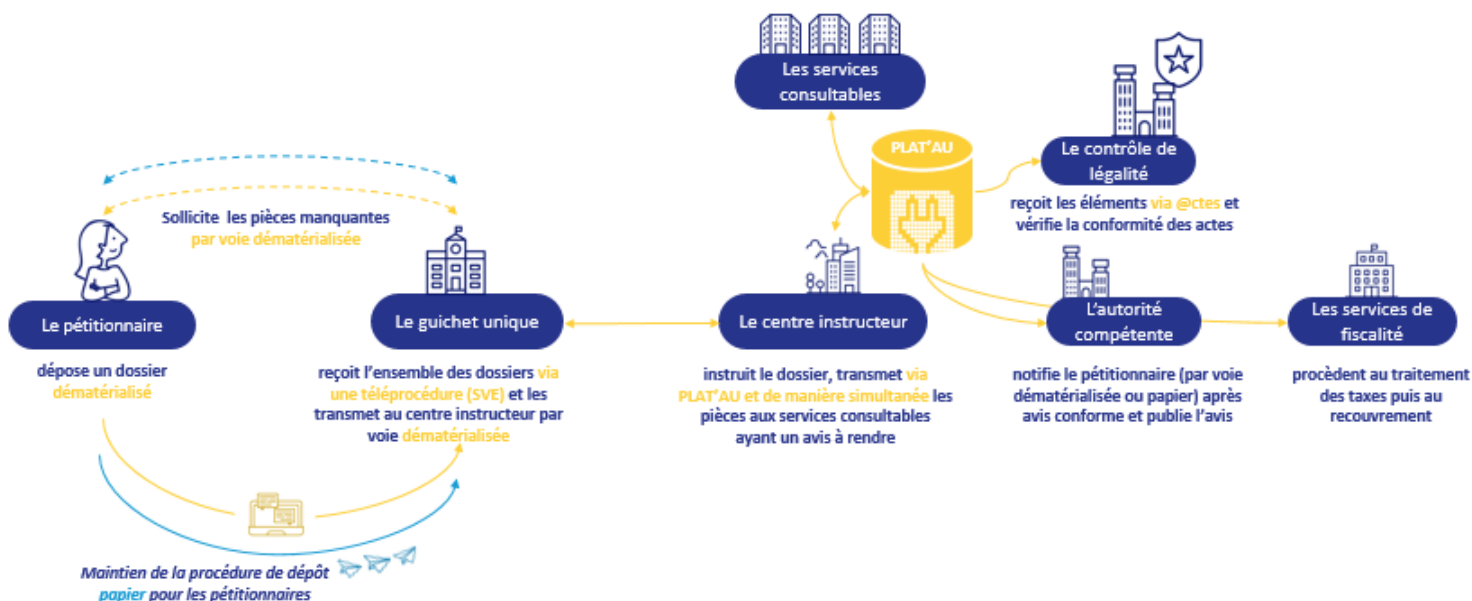
LA CHAÎNE D'INSTRUCTION, AUJOURD'HUI

Vision simplifiée du processus actuel



LA CHAÎNE D'INSTRUCTION, DEMAIN

Vision simplifiée du processus dématérialisé



LES IMPACTS DE LA DÉMATÉRIALISATION sur la chaîne d'instruction



LES OUTILS DE LA DÉMATÉRIALISATION La suite XX'AU de l'Etat

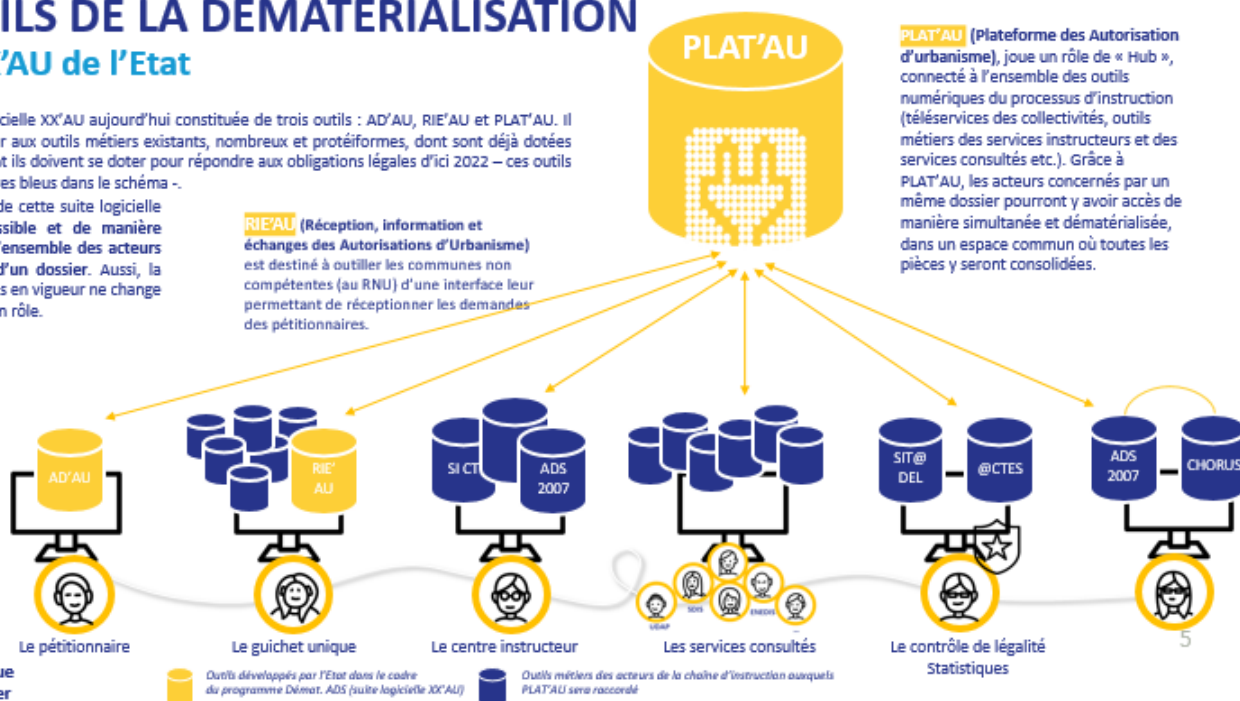
L'Etat développe une suite logicielle XX'AU aujourd'hui constituée de trois outils : AD'AU, RIE'AU et PLAT'AU. Il n'a pas vocation à se substituer aux outils métiers existants, nombreux et protéiformes, dont sont déjà dotées les services instructeurs ou dont ils doivent se doter pour répondre aux obligations légales d'ici 2022 – ces outils sont représentés par les cylindres bleus dans le schéma.

L'objectif de la mise en place de cette suite logicielle est de pouvoir rendre accessible et de manière simultanée un dossier, pour l'ensemble des acteurs impliqués dans l'instruction d'un dossier. Aussi, la chaîne d'instruction et les règles en vigueur ne change pas, chaque acteur préserve son rôle.

AD'AU (Assistance aux Demandes d'Autorisation d'Urbanisme) est un portail accessible depuis service-public.fr qui permet aujourd'hui au pétitionnaire de constituer sa demande d'AU en ligne, et demain de la transmettre de manière dématérialisée à son guichet unique.

RIE'AU (Réception, information et échanges des Autorisations d'Urbanisme) est destiné à outiller les communes non compétentes (au RNU) d'une interface leur permettant de réceptionner les demandes des pétitionnaires.

PLAT'AU (Plateforme des Autorisation d'urbanisme), joue un rôle de « Hub », connecté à l'ensemble des outils numériques du processus d'instruction (téléservices des collectivités, outils métiers des services instructeurs et des services consultés etc.). Grâce à PLAT'AU, les acteurs concernés par un même dossier pourront y avoir accès de manière simultanée et dématérialisée, dans un espace commun où toutes les pièces y seront consolidées.



Nous contacter

Pour toute question, remarque ou pour vous inscrire à la lettre *URBA-Info* :
qv4.dhup@developpement-durable.gouv.fr